

KBL/.-

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE ORIENTALE
INSPECTION PROVINCIALE
DE POLICE.-

221/245/INSP.-

NOTE DE SERVICE.-

TRANSMIS copie pour information à :

MM. - le Membre du Gouvernement Provincial
Chargé des Affaires Intérieures
à STANLEYVILLE.-

- le Directeur Provincial Chef du
Service des Affaires Intérieures
à STANLEYVILLE.-

- le Premier Bourgmestre de la Ville
de Stanleyville à STANLEYVILLE.-

-

OBJET.-

Institution Rapport
journalier.-

A Messieurs les Commissaires de Police
Chef de secteur (Tous :)

Messieurs,

Je viens d'instituer l'établissement d'un
rapport journalier dont vous trouverez, ci-joint, un modèle.

Je tiens à faire remarquer que ce rapport
comporte 5 chapitres qui traiteront des rubriques ci-après:

1°/ FONCTIONNEMENT DES SERVICES:

a) Personnel:

Mentionner, le cas échéant, les absences irrégulières et
les sanctions prises ou proposées contre les Agents.

Donner un aperçu sur l'effectif du service avec, le cas
échéant, toutes remarques particulières.

b) Moyens de locomotion:

Noter les remarques particulières concernant les moyens de
locomotion, notamment les avaries subies dans la journée.

c) Remarques particulières:

Faire état, éventuellement, de suggestion^s/ou propositions
quelconques de nature à provoquer des assouplissements dans les
méthodes de travail ou dans la marche du service en vue d'amélior-
er le rendement.

o o o o o

2°/ ORDRE PUBLIC :

a/ Manifestations et incidents :

Donner un aperçu avec les références des messages ou

.../...

rapports établis à cet effet. Les indications fournies doivent être concises, précises et claires.

b) Grèves et conflits sociaux:

Même processus qu'au paragraphe précédent avec indications du nombre des effectifs et des grévistes, des motifs et des mesures prises.

c) Armes-Explosifs-Munitions :

Faire allusion à la découverte d'armes, d'explosifs ou de munitions par un résumé des affaires traitées dans ce domaine, avec les références des procédures en cours.

d) Evasion de détenus et mesures prises :

Faire un résumé en dégageant la responsabilité de l'acte et préciser les mesures prises en faisant allusion aux références des notes de recherches ou messages diffusés à cet effet.

e) Arrestations de fonctionnaires ou Personnalités:

Donner des indications concises et claires sur les circonstances de ces arrestations avec les références des procédures en cours.

f) Arrestations d'Etrangers :

Même processus qu'au paragraphe précédent.

o o o o o

3°/ INTERVENTIONS :

a) Interventions préventives:

Donner un aperçu sur le système des patrouilles, des tournées de sécurité et des surveillances spéciales avec les résultats obtenus.

b) Interventions répressives :

1°) Contraventions: indiquer le nombre et la nature des contraventions relevées par les Agents.

Exemple : 5 excès de vitesse
2 , etc...

2°) Arrestations : à reproduire sur l'état dont le modèle est joint à la présente.-

o o o o o

4°/ AFFAIRES JUDICIAIRES TRAITEES :

a) Résumé des affaires importantes :

Ne faire allusion qu'aux affaires revêtant un certain caractère d'importance. En donner des indications claires avec l'identité complète des victimes et des inculpés ainsi que les références des procédures en cours.

Par ailleurs, il est à noter que toutes les affaires enregistrées dans la journée doivent figurer sur l'état spécial dont le modèle est joint à la présente, quelle que soit leur importance.

b) Résumé des accidents graves de roulage :

Même processus qu'au paragraphe précédent.

c) Etat récapitulatif des affaires traitées :

Etablir un état conforme au modèle ci-joint .

Il est bien entendu qu'il s'agit des affaires enregistrées dans la journée considérée et non des affaires antérieures dont les enquêtes sont en cours.

.../...

Il faut faire une distinction entre les affaires traitées sur réquisition et celles qui sont enregistrées sur initiative.

Par affaires sur réquisition, il faut comprendre celles pour lesquelles l'O.P.J. est saisi directement par un plaignant ou opère suivant des instructions émanant d'Autorités Judiciaires ou Administratives. Par affaires sur initiative, il faut comprendre celles qui sont présentées par des Agents ou détectives du Poste.

C'est ainsi qu'un détective, au cours d'une tournée de surveillance, arrête un malfaiteur et le présente à son O.P.J. pour l'enquête d'usage: on appelle alors cette affaire une affaire d'initiative.

o o o o o

50/

CONSIDERATIONS GENERALES :

Il s'agit là d'une rubrique un peu spéciale qui présente un intérêt capital pour les Autorités Supérieures et qui leur permettra de suivre l'évolution de l'état d'esprit de la population.

C'est pour cela que je vous recommande de lui attacher une grande importance en faisant de gros efforts pour fournir des informations claires, mais surtout objectives. Il ne s'agit pas là d'émettre ~~des~~ des opinions personnelles qui risquent d'induire en erreur les Pouvoirs Publics, mais de relater fidèlement les commentaires émis dans les différents secteurs de la population au sujet de la situation politique, économique ou sociale du Pays ou certains endroits du Pays, ou sur un sujet d'actualité.

a) Etat d'esprit de la population et commentaires:

En vous inspirant de ce qui précède, vous pourrez diviser ce paragraphe en faisant allusion à tous les différents secteurs de la population.

Prenons, par exemple, un sujet d'actualité: l'arrivée du Général MOBUTU, à Stanleyville. Vous reproduirez votre paragraphe comme suit:

Arrivée du Général MOBUTU à Stan:-

1°) Dans les milieux des intellectuels, l'arrivée du Général MOBUTU a suscité tel ~~et~~ tel commentaire

2°) Dans les milieux des commerçants: reproduire le cas échéant, les commentaires émis dans ce secteur.

3°) Dans le milieu de la masse: reproduire les divers commentaires (favorables ou défavorables) émis dans ce secteur.

Il va de soi qu'il ne s'agit pas de "pondre" ou d'inventer des commentaires. Dans le cas où aucun commentaire n'est parvenu à votre connaissance ou à celle de vos Agents, qui en principe doivent s'intéresser à la collecte du renseignement, vous marquerez dans ce paragraphe "rien de particulier n'est à signaler". Toutefois, je vous mets en garde contre l'emploi abusif de cette formule qui laisserait comprendre que vous ne vous intéresseriez pas à la question.

b) Physionomie du secteur et remarques particulières:

Il s'agit de résumer, dans ce paragraphe, ce qui s'est passé, durant la journée et pendant la nuit, dans tout le secteur de la ville (y compris les Communes).

Exemple: La situation est calme dans le secteur et aucun fait notable n'est à signaler - ou bien la situation est normale dans tel secteur; toutefois, il a été enregistré un accident mortel de la circulation dû à l'imprudence d'un piéton ou encore: la situation a été tendue dans le secteur en raison de la manifestation organisée par tel groupement; toutefois, le calme a été rétabli dans les difficultés comme il a été mentionné au paragraphe A du chapitre 2 - ou encore: sur le plan Criminalité rien n'est à signaler - ou encore sur le plan économique la pénurie de telle denrée suscite des commentaires défavorables et mérite d'attirer l'attention des Pouvoirs Publics, et, etc.....

.../...

REMARQUES :

1°) S'il n'y a rien à signaler pour tel ou tel chapitre ou tel ou tel paragraphe, il y aura lieu de porter la mention "rien de particulier à signaler."

2°) Pour l'identité des personnes mentionnées dans le rapport, il est rappelé que cette identité doit comprendre:

Nom et prénoms

Nationalité

Lieu et date de naissance

Profession

Domicile

Références des papiers d'identité

3°) Les affaires touchant des personnalités ou des étrangers doivent figurer au paragraphe A du chapitre 4 même si elles ne sont pas importantes.

S'il s'agit d'accidents de roulage, les affaires concernant ces personnalités et ces étrangers doivent figurer au paragraphe B du chapitre 4, même si elles ne présentent aucun caractère de gravité.

4°) Ce rapport journalier doit être établi, à l'échelon du COMMISSARIAT CENTRAL, et suyant le modèle en question. Il traitera de toutes les questions intéressant les Commissariats relevant de ce service.

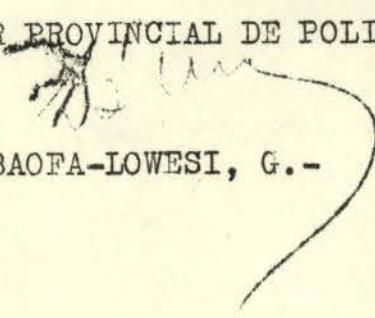
Ce rapport doit me parvenir chaque matin, avant 10 heures en 4 exemplaires, terme de rigueur, exception faite Dimanche. Toutefois, il est bien entendu que les événements du Dimanche doivent figurer sur le rapport qui me sera adressé le Lundi.

5°) L'exécution de ces instructions est applicable à partir du 1er juin 1962.-

Par ailleurs, je suis persuadé que l'intérêt que vous porterez à la rédaction sérieuse de ce rapport ne fera que rehausser le prestige de la Police auprès des Autorités Supérieures.

Stanleyville, le 29 mai 1962

L'INSPECTEUR PROVINCIAL DE POLICE


BAOFA-LOWESI, G.-

1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775 2776 2777 2778 2779 2780 2781 2782 2783 2784 2785 2786 2787 2788 2789 2790 2791 2792 2793 2794 2795 2796 2797 2798 2799 2800 2801 2802 2803 2804 2805 2806 2807 2

Lieu et date
Qualité et signature.-

© 2000 Blackwell Science Ltd *Journal of Internal Medicine* 247: 399–406

A.....le.....1962.-

Signature

R A P P O R T J O U R N A L I E R
=====

I.- FONCTIONNEMENT DES SERVICES.

- a) Personnel : absences, sanctions, etc...
- b) Moyens de locomotion
- c) Remarques particulières

2.- ORDRE PUBLIC.

- a) Manifestations et incidents
- b) Grèves et conflits sociaux
- c) Armes-Explosifs-Munitions
- d) Evasion de détenus et mesures prises
- e) Arrestations de Personnalités ou fonctionnaires
- f) Arrestations d'Etrangers

3.- INTERVENTIONS.

- a) Préventives : Tournées- Patrouilles-surveillances spéciales
- b) Répressives : Contraventions (nombre - nature)
Arrestations (nombre-motifs) voir état.

4.- AFFAIRES JUDICIAIRES TRAITEES.

- a) Résumé des Affaires importantes
- b) Résumé des accidents graves de roulage
- c) Etat - récapitulatif des affaires enregistrées (voir état)

5.- CONSIDERATIONS GENERALES (sur le plan politique, économique et social.)

- a) Etat d'esprit de la population et commentaires
- b) Physionomie du secteur et remarques particulières.-

++++++00000++++++00000++++++

ELC/KDL.-

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE ORIENTALE
INSPECTION PROVINCIALE
DE POLICE.-

C O U R S E R V I C E

N° 221/304/INSP.-

O B J E T :

Règles à suivre en cas
d'accident de circulation.-

A Messieurs les Officiers de Police
Judiciaire (Tous)

Messieurs,

Soucieux de vous aider dans l'exercice
de vos fonctions, j'ai cru devoir vous résumer, ci-après, quelques con-
seils pratiques concernant les règles à suivre en cas d'accident de la
circulation.

Je vous recommande de les diffuser à
tout le personnel relevant de votre autorité et de m'accuser réception
de la présente.

Stanleyville, le 4 juin 1962
L'INSPECTEUR PROVINCIAL DE POLICE
BAOFA LOWESI, Gérard.-

- 1.† Ministre Provincial des
Affaires Intérieures
Stanleyville.-
- 1.- Directeur Provincial
Chef du Service des
Affaires Intérieures
à Stanleyville.-
- 1.- Premier Bourgmestre de
la Ville de Stanleyville.-

REGLES A SUIVRE EN CAS D'ACCIDENT DE LA CIRCULATION

I.- POUR LES GARDIENS DE LA PAIX OU LES AUTRES POLICIERS APPELES A INTERVENIR SUR LE CHAMP.

A)- Première^s/dispositions

Notez date et heure auxquelles vous avez été prévenu de l'accident, ainsi que l'identité de la personne qui vous l'a signalé.

Portez-vous rapidement sur les lieux, déviez ou réglez la circulation.

Evitez les attroupements. Restez calme (vous relaterez dans votre rapport comment vous vous êtes porté sur les lieux de l'accident et qui vous accompagnait).

B) - Mesures de secours

Secourir et faire transporter les blessés, sans omettre de repérer très exactement leur emplacement puis relever leur état civil complet et remettre leur carte d'identité. Faire transporter les blessés par une personne dont on prendra l'identité et le numéro de la voiture, mais se rappeler que l'on n' a pas le droit d'obliger les particuliers de transporter des blessés ou des morts. Inviter les blessés légers à fournir d'urgence un certificat médical au Commissariat. Quant aux morts, les recouvrir, aviser le Commissaire, relever leur état civil complet, les faire conduire à la morgue ou à leur domicile, après ordre du Commissaire de Police et après avoir fait un tracé à la craie autour de leur corps.

C) - Mesures d'identité et de conservation.

Relever le petit état civil des témoins et rendre leur carte d'identité. Ne pas oublier de relever l'état civil des personnes transportées dans les voitures;

Relever l'identité complète du ou des auteurs de l'accident et personnes civilement responsables (patrons, parents). S'il y a mort d'homme, arrêter l'auteur de l'accident, consigner le véhicule.

Faire l'échange d'adresses entre les accidentés et auteurs de l'accident.

Relever le n° des voitures, vérifier la plaque d'identité

Faire circuler les personnes non mêlées à l'enquête et dégager la voie publique autour de l'accident.

Eviter que les véhicules et les traces de toutes sortes de l'accident ne disparaissent.

II.- POUR LE COMMISSAIRE DE POLICE OU L'OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE ENQUETEURS.-

A) Constatations

Etat des lieux: Endroit précis de l'accident, route n°.....de..... à; point kilométrique exact; 54850 (le kilométrage de la route est le plus souvent porté sur la face de la borne orientée vers la route), lieu dit..... à telle distance du village de ou du pont dede l'embranchement de la route de ou du passage à niveau de la ligne de chemin de fer de à etc..... (repère facile à trouver sur la carte) carrefour de telles routes, de tels chemins etc.....

Topographies des lieux: Route plane ou en pente dans telle pente accusée, moyenne, faible, route droite (sur tant de mètres au virage à grand ou petit rayon), route en remlai, en délaï, au niveau des champs.

Visibilité: Habituelle, route bordée ou non d'arbres, de haies, de constructions, carrefours marqués ou non. Visibilité possible par temps clair à tant de mètres du lieu de l'accident, dans telle dans telle direction opposée.

.../...

II.- POUR LE COMMISSAIRE DE POLICE OU L'OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE ENQUETEURS.

A) Constatations

ETAT DES LIEUX: Endroit précis de l'accident, route n° de à point kilométrique exact; 54850 (le kilométrage de la route est le plus souvent porté sur la face de la borne orientée vers la rouse), lieu dit à telle distance du village de ou du pont de de l'embranchement de la route de ou du passage à niveau de la ligne de chemin de fer de / à etc..... (repère facile à trouver sur la carte) carrefour de telles routes, de tels chemins etc.....

Topographies des lieux. Route plane ou en pente dans telle pente accusée, moyenne, faible, route droite (sur tant de mètres au virage à grand ou petit rayon) route en remblai, en déblai, au niveau des champs.

Visibilités Habituelle, route bordée ou non d'arbres, de haies, de constructions, carrefours marqués ou non. Visibilité possible par temps clair à tant de mètres du lieu de l'accident, dans telle direction opposée.

Existence très prononcée à tant de mètres (ou peu prononcée dans telle direction).

Au moment de l'accident jour nuit avec sans lune, claire ou obscure temps clair, pluvieux, brumeux, (visibilité possible à tant de mètres); vue gênée par le soleil bas sur l'horizon.

La route à l'endroit de l'accident: Dimensions, largeur totale de la partie carrossable, largeur de chaque côté (bas côté droit ou gauche, dans telle direction) route bordée ou non de fossés (largeur et profondeur)

Présence de cordons de caillasse de tas de sable ou autres matériaux sur le bas côtés ou sur la chaussée (les situer avec précision).

Nature et profit du revêtement (route empierrée, macadamisée, bitumée, surface plane, légèrement bombée, très bombée).

Visibilité habituelle, route en bon état ou en mauvais état, ornée nids de poules. Visibilité des bas côtés par beau temps, par temps de pluie.

Au moment de l'accident, route sèche ou mouillée, poussiéreuse, boueuse, etc.....

B) Constatations sur la route

a) Traces laissées par les roues des véhicules.

S'assurer d'abord qu'elles ont été produites par le ou les véhicules en cause (largeur des bandages, marque des pneus, etc..)

Mesurer leur longueur au centimètre près, décrire leur forme (droite ou gauche).

Les situer sur la route ou sur les bas côtés. Sur la chaussée, oblique par rapport à la bordure droite du bitumé (dans telle

direction) une extrémité (dans telle direction) à tant de centimètres de la même bordure.

Trace de freinage: mesurer leur longueur, estimer la vigueur du freinage.

- b) Traces de l'accident: Déterminations de la route (éraflure, sillons, trous creusés dans le sol par des objets durs, les décrire, les situer par rapport aux autres traces, aux bornes, au bas côté, aux fossés (les mesurer).

Débris de toute sorte (bois, métal, cuir, verre, etc...) les décrire, indiquer s'il s'agit de verre ordinaire ou sécurité (les situer, les mesurer si c'est utile).

- c) Photographies : Les photographies prises par les enquêteurs sont précieuses ~~xxx~~ (ou par les témoins).

C) ~~Sonstati~~on sur les victimes, les animaux blessés, les véhicules.-

- a) Véhicules: Ont-ils été déplacés ou non après l'accident ?

- 1° - S'ils n'ont pas été déplacés: les décrire, nature auto, moto, bicyclette, etc.... (conduite intérieure, camionnette, camion, etc... force pour les autres) plaques minéralogiques, d'identité, volant à droite ou à gauche.

Les situer exactement par rapport à la route: parallèle à cette route, en oblique, en travers, l'avant dans telle direction, mesurer au centimètre près les distances des roues à la bordure (droite ou gauche) du bitumé dans telle direction ou fossé (droit ou gauche) dans telle direction , etc....

- 2° - S'ils ont été déplacés: se faire indiquer par les auteurs et les témoins les positions respectives des véhicules après l'accident. Noter les dires de chacun.

Examiner les véhicules et décrire les détériorations subies.

S'assurer que les freins et l'éclairage (en cas d'accident survenu la nuit) fonctionnent normalement. Les situer par rapport aux traces relevées sur la route.

S'ils sont deux ou plusieurs, les situer les uns par rapport aux autres.

- b) Victimes: Les blessés sont immédiatement secourus. Noter sommairement les blessures qu'ils portent et les endroits du corps où elles se trouvent. Les inviter à produire des certificats médicaux. Décrire les cadavres: femmes, hommes, enfants. S'ils sont inconnus prendre avec soin leur signalement, décrire les vêtements et les bijoux qu'ils portent. Les situer comme il est dit ci-dessus pour les véhicules s'ils n'ont pas été déplacés. Décrire leur attitude allongée, recroquevillé, position des membres, etc.... leurs blessures; se faire indiquer exactement l'endroit où ils ont été relevés. Les fouiller si la famille ne se trouve pas sur les lieux pour les emmener immédiatement.

Dresser un inventaire de la fouille, autant que possible, en présence de deux témoins qui signent l'inventaire.

Les faire transporter au poste de secours ou à l'hôpital le plus voisin.

.../...

b) Victimes: Les blessés sont immédiatement secourus. Noter sommairement les blessures qu'ils portent et les endroits du corps où elles se trouvent. Les inviter à produire des certificats médicaux. Décrire les cadavres: femmes, hommes, enfants. S'ils sont inconnus, prendre avec soin leur signalement, décrire les vêtements et les bijoux qu'ils portent. Les situer comme il est dit ci-dessus pour les véhicules s'ils n'ont pas été déplacés. Décrire leur attitude allongée, recroquevillée, position des membres, etc... leurs blessures; se faire indiquer exactement l'endroit où ils ont été relevés. Les fouiller si la famille ne se trouve pas sur les lieux pour les amener immédiatement. Dresser un inventaire des la fouille, autant que possible, en présence de deux témoins qui signent l'inventaire. Les faire transporter au poste de secours, ou à l'hôpital le plus voisin.

c) Animaux: espèce, sexe, vivant ou mort (décrire leurs blessures). Les situer comme il est dit ci-dessus (ils ont ou non pas été déplacés). Le cas échéant, rechercher leur propriétaire et prendre toutes mesures utiles pour leur enlèvement.

D) Croquis.

Etablir des croquis clairs, à l'échelle autant que possible, en utilisant par exemple du papier quadrillé où le côté représentera suivant le cas un mètre ou un centimètre.

Trois croquis en principe, représentant les positions respectives des personnes, des véhicules, des animaux: avant, pendant, après l'accident. Les croquis avant et pendant l'accident sont exécutés d'après les déclarations des victimes, des auteurs ou des témoins. Il pourra y en avoir autant que de versions différentes de l'accident. De préférence, prier les déclarants qui savent dessiner, de tracer un croquis qui est joint au procès-verbal.

Le croquis après l'accident est exécuté par les enquêteurs d'après leurs propres constatations. Si les véhicules ont été déplacés, il est évidemment inutile de les situer sur le croquis d'après leur position actuelle. Sur les lieux, tracer un croquis rapide qui sera mis au propre au moment de la rédaction du procès-verbal, les mesures ayant été prises avec soin, éviter les disproportions (voitures aussi grande qu'une maison, groupe de maisons tenant dans dix mètres carrés).

E) Auditions des auteurs, des victimes, des témoins.

Indiquer le jour, l'heure et le lieu de chaque audition. L'auteur est-il à jeun? Est-il légèrement pris de boisson? Est-il ivre? Constatation très importante, lourde de conséquences. Les enquêteurs doivent donc y procéder immédiatement et très attentivement. S'assurer en cas de doute que l'auteur n'a pas bu exagérément au cours des heures qui ont précédé l'accident. Un homme qui vient de causer un accident peut fort bien, sous le coup de l'émotion, être surexcité, divaguer sans être sous l'empire de l'alcool. Noter le n° du permis de conduire, la date et le lieu de la délivrance le domicile du titulaire. Vérifier toutes les pièces de circulation. Le propriétaire de l'automobile est-il assuré. A quelle société? Siège social, Montant de l'assurance? La victime est-elle sourde? Est-elle aveugle? Très miope? S'émouvent-elle difficilement?

Entendre d'abord le récit de chacun, faire préciser tous les points obscurs (la voiture venait-à droite de quelqu'un, dans quelle direction allait-elle? Tenait-elle sa droite?) Lorsque les enquêteurs ont bien compris, ils prennent par écrit la déclaration.

F) Ordre des opérations.

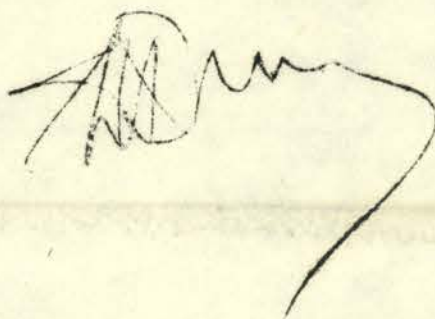
Cet ordre est absolument fonction des circonstances. Dans certains cas (circulation interrompue par les véhicules accidentés par exemple) il conviendra de procéder d'abord aux constatations pour permettre de débayer la route au plus vite. Dans d'autres cas, la nécessité de ne pas retenir sur les lieux des blessés légers ou des témoins pressés de marquer à leurs occupations, commandera de les entendre immédiatement.

.../...

Mais quel que soit l'ordre adopté, toutes les opérations effectuées doivent être relatées dans cet ordre chronologique avec la mention du jour et l'heure de chacune. La date et l'heure qui figurent en tête du procès-verbal doivent être celles à laquelle le service a été prévenu.

Il est bien entendu que ces opérations doivent être effectuées avec la rapidité, la célérité et tout le soin désirable.

Stanleyville, le 4 juin 1962
L'INSPECTEUR PROVINCIAL DE POLICE
BAOFA LOWESI, Gérard.-

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'BAOFA LOWESI', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

BLG/KBL.-
REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE ORIENTALE
INSPECTION PROVINCIALE
DE POLICE.-

NOTE DE SERVICE.-

N° 221/ / INSP/BLG.-

A Messieurs les Commissaires de Police
Tous

O B J E T:

Inspections des Postes
de Police.-

Messieurs,

Je constate qu'on a tendance à n'attacher aucune importance à la question de l'inspection des Commissariats de Police alors que vous n'ignorez pas qu'un Chef, responsable d'un service quelconque, doit périodiquement inspecter les Postes qui relèvent de sa autorité pour lui permettre de suivre de près le fonctionnement des services ainsi que le comportement et le rendement de ses collaborateurs *et* *ce* en vue d'améliorer les conditions de travail et de faire toutes suggestions ou propositions utiles à ce sujet.

En conséquence, je viens d'instituer un système d'inspection qui sera mis en application à compter du mois en cours

Remarques:

- 1/ Chaque inspection d'un Poste fera l'objet d'un rapport conforme au modèle ci-joint et qui me sera adressé dans *les* meilleurs délais;
- 2/ Pour la Ville de Stanleyville, l'Inspecteur de Police EYONGO et le Commissaire en Chef sont tenus de procéder à l'inspection de tous les Postes, au moins une fois par trimestre *he*
- 3/ Des instructions complémentaires concernant la manière de rédiger les rapports d'inspection vous seront communiquées au cours d'une prochaine conférence de travail.

Enfin, je fais appel à votre esprit de compréhension pour apporter à l'application de ces instructions tout le *soin* désirable.-

Stanleyville , le 6 juin 1962
L'INSPECTEUR PROVINCIAL DE POLICE

BAOFA-LOWESI, Gérard.-

Copie pour information à
MM:

- Membre du Gouvernement Provincial
Chargé des Affaires Intérieures
à Stanleyville.-
- Directeur Provinciale Chef du
Service des Affaires Intérieures
à Stanleyville.-
- le Premier Bourgmestre de la
Ville de Stanleyville.-

= R A P P O R T D ' I N S P E C T I O N =

Inspection du Commissariat de Police de
Effectuée le par Monsieur

+++++

1.- PERSONNEL

- A/ Effectifs
- B/ Besoins

2.- ACTIVITE

3.- FONCTIONNEMENT DES SERVICES

- A/ Registres
- B/ Dossiers
- C/ Archives

4.- LOCAUX { A/ Bureaux
 { B/ Habitations

5.- MATERIEL ET MOYENS DE LOCOMOTION

6.- HABILLEMENT ET EQUIPEMENT

7.- ARMEMENT

- A/ Armement collectif
- B/ Armement individuel

8.- APPRECIATIONS DES AUTORITES LOCALES

- A/ Autorités Administratives
- B/ Autorités Judiciaires

9.- CONCLUSIONS

Date
Qualité et signature.-

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE ORIENTALE
INSPECTION PROVINCIALE
DE POLICE.-

N O T E D E S E R V I C E N° 221/303/INSP.-
===== =====

O B J E T

Mise en application
d'un système de deman-
des d'explications.-

TRANSMIS copie pour information à
MM:

- le Membre du Gouvernement Provincial
 Chef du Service des Affaires Intérieures
 à STANLEYVILLE.-
- le Directeur Provincial Chef du Service
 des Affaires Intérieures à Stan/Villo.
- le Premier Bourgmestre de la Ville de
 Stanleyville à STANLEYVILLE.-

A Messieurs les Commissaires de Police
 (Tous)

Messieurs,

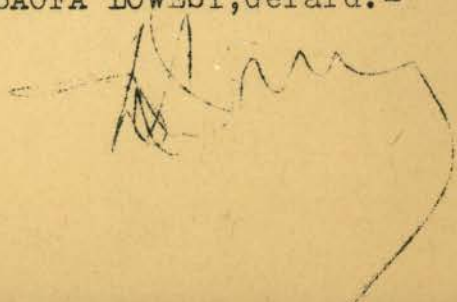
Dans un esprit d'équité, je viens de déci-
der l'institution d'un système de demande s d'explications.

Si C'est ainsi que dorénavant, tout Agent,
coupable d'un acte d'insubordination, fera l'objet d'une demande d'explications
conforme au modèle ci-joint.

Cette demande, dûment remplie, me sera
adressée, dans les meilleurs délais, aux fins de décision.

En conséquence, je vous recommande de
veiller à l'application stricte de ces instructions, dès réception de la
présente.-

Stanleyville, le 4 juin 1962.-

L'INSPECTEUR PROVINCIAL DE POLICE
BAOFA LOWESI, Gérard.-


DEMANDE D'EXPLICATIONS.-

A Monsieur (Nom et prénoms-Mle-Grade-Ser-vice)

=====

FAITS REPROCHES

REPOSE DE L'INT2RESSE.

Date
Qualité et signature

Date
Signature.-

AVIS DES CHEFS HIERARCHIQUES.-

DESISION

DE L'INSPECTEUR PROVINCIAL DE POLI
CE.-

SUITE DONNEE.-

Stanleyville le 28 Août 1962

= R A P P O R T =

=====

A : Mr. ENGLUND K. Représentant Civil de l'ONU, à Stanleyville
De : Zarraâ S. Technicien en Formation Policière
Objet : Compte-rendu d'activité

=====

Conformément à vos instructions, j'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit :

Ma mission à Stanleyville a débuté le 21 Mai 1962.

Le fonctionnement des services de la Police Territoriale laissait alors à désirer et le manque de formation professionnelle affectait gravement tous les cadres, en particulier celui des Officiers de Police Judiciaire (OPJ c'est à dire les sous-commissaires et les commissaires de Police).

Cette situation a fait l'objet de mon rapport en date du 22 Juin 1962 et transmis, par votre canal, à Mr. ROSSBOROUGH.

A la lumière de mes constatations, et en accord avec les Autorités Provinciales, il a été établi un plan de travail comportant :

- 1°/ des cours de perfectionnement pour 50 OPJ
- 2°/ des cours d'orientation, à l'Ecole Provinciale de Police, pour la formation accélérée de 353 élèves-policiers
- 3°/ des conférences périodiques avec tous les dirigeants des Commissariats de Stanleyville pour commenter les matières essentielles ci-après :

- a/ Rôle et attributions de la Police
- b/ Notions sur la Police Judiciaire et la Police Administrative
- c/ Leçons de civisme et développement du sens de l'observation
- d/ Notions essentielles du Droit Pénal

4°/ l'institution et la mise en application progressive de nouvelles méthodes de travail, plus souples, avec modèles et circulaires stencylés, et ce en vue d'obtenir une coordination et un rendement efficaces.

5°/ un projet de réorganisation du système de classement des Archives qui touchera également les services de l'Administration de la Sécurité Nationale

6°/ un projet de formation d'une pépinière susceptible de prendre la relève en qualité d'instructeurs

.....

Il est à noter que les résultats déjà obtenus sont :

- 1°/ la formation de 23 O.P.J dont le perfectionnement se poursuit
- 2°/ l'orientation de 353 élèves-policiers dont la formation générale se poursuit
- 3°/ l'institution et le commencement de la mise en application de nouvelles méthodes de travail, avec des modèles stencylés
- 4°/ le respect de certaines règles de discipline, jusqu'ici perdues de vue
- 5°/ l'amélioration sensible du comportement des Policiers notamment dans le domaine de la corruption
- 6°/ la centralisation des pouvoirs et le contrôle réel et effectif des activités de tous les Postes de Police

Par ailleurs, il est à ajouter les résultats déjà obtenus, à Léopoldville, pendant la période allant du 15/II/1961 au 21/5/1962, savoir :

- 1°/ formation complète de 33 "Gants Blancs" (Police Routière)
 - 2°/ cours pratiques et diffusion de circulaires et notes de service, au Commissariat Central, pour le perfectionnement du cadre des O.P.J
 - 3°/ travail d'orientation à l'Inspection Provinciale de Police et à l'Ecole Provinciale de Police
 - 4°/ établissement d'un projet pour le classement des Archives de l'Administration de la Sécurité Nationale
- =====

Stanleyville, le 18 Août 1962

- R A P P O R T -

=====

A : Mr. ENGLUND K, Représentant Civil de l'ONU à Stanleyville
De : Zarraâ S, Technicien en Formation Policière
Objet : Méthodes de travail dans les services de la Police Territoriale
Référence : Mon rapport en date du 23/6/1962
Annexes : 3 Notes de service

=====

Comme suite à mon rapport cité en référence, j'ai l'honneur de vous faire tenir, pour information, 3 notes de service concernant :

- 1°/ l'institution d'un système de rapports, notices individuelles et casiers de police
- 2°/ l'établissement de registres d'inventaire
- 3°/ les règles à suivre en cas d'accident de la circulation.

Il est à noter qu'il s'agit là de nouveaux modèles et de conseils pratiques prévus dans le cadre de travail au sein des services de la Police Territoriale.

сведения о деятельности
составляющих органов
и о состоянии дел в них

- 3. / Вести в журнале учета дел, поступающих в органы
- 4. / Вести журнал учета дел, поступающих в органы
- 5. / Вести журнал учета дел, поступающих в органы
- 6. / Вести журнал учета дел, поступающих в органы
- 7. / Вести журнал учета дел, поступающих в органы
- 8. / Вести журнал учета дел, поступающих в органы
- 9. / Вести журнал учета дел, поступающих в органы
- 10. / Вести журнал учета дел, поступающих в органы

Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы
Вести журнал учета дел, поступающих в органы

- В В Е С Т И -



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Stanleyville, le 13 Août 1962

A : Mr. KHIARY M, Chef des Opérations Civiles de l'ONU à Léopoldville
De : ZARRAA S, Technicien en Formation Policière à Stanleyville
Objet : Mutinerie à l'Ecole Provinciale de Police
Référence : Votre Radiogramme N°139 en date du 11/8/1962

=====

Conformément aux instructions contenues dans votre radiogramme cité en référence, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

L'Ecole Provinciale de Police, compte, à Stanleyville, 396 élèves-gardiens de la paix qui suivent des cours de police générale.

Le 4 Août courant, à 9 heures du matin, rassemblés à l'école, ces élèves ont exigé le paiement immédiat et intégral du traitement afférent au mois de Juillet ainsi que l'arriéré du mois de Juin, étant donné qu'ils n'avaient perçu, fin Juin, que la moitié seulement du traitement habituel, en raison de l'insuffisance des crédits accordés au comptable de la Police Territoriale.

Malgré les apaisements donnés par le Directeur de l'Ecole qui leur a promis d'entreprendre toutes les démarches nécessaires pour obtenir, dans la journée, les sommes voulues, ces élèves, devenus subitement furieux, se sont précipités sur les 5 moniteurs congolais et le comptable et les ont enfermés dans le cachot de cet établissement.

Une vingtaine d'élèves se sont emparés du camion de l'école, se sont dirigés vers l'Inspection Provinciale de la Police et le Commissariat Central, ont arrêté le comptable, ligoté le Sous-Commissaire Ukunji, défilé, avec lui, dans le camion, autour de la Place du Marché Central. Ils se sont rendus ensuite dans les parages de l'école où ils ont été rejoints par le Chef de Cabinet du Président du Gouvernement Provincial qui les a invités à le suivre, au Camp de la Police, pour y examiner leur situation, ce qui fut fait.

Au Camp, les Autorités Provinciales (MM. Le Président, le Ministre des Affaires Intérieures, le Ministre des Finances, le Directeur des Affaires Intérieures, le Premier Bourgmestre, etc...) ont tenu une séance de travail à laquelle j'ai participé avec mon collègue Belaouar et ont réussi à calmer les esprits et à rétablir l'ordre.

Une enquête a été immédiatement ouverte, en présence du Magistrat de service. Des premiers éléments de cette enquête et des recoupements d'informations effectués sur place, il résulte que ces élèves avaient été excités, pour des raisons non encore déterminées, par le nommé BAFALO Christophe

Secrétaire Général de l'Ecole de Police, reconnu comme ayant été l'instigateur de la rébellion.

Par ailleurs, 43 élèves ainsi que Bafalo, ont été appréhendés et mis à la disposition du Parquet où l'enquête suit actuellement son cours.

Les 5 moniteurs congolais, sur lesquels s'étaient portés les soupçons, ont été laissés en liberté provisoire, à la disposition de la Justice, pour les besoins de l'enquête.

Remarques :

1°/ Il s'agit d'élèves-gardiens de la paix, non armés, recrutés à titre précaire et essentiellement révocable et non encore en fonctions

2°/ La mutinerie n'a eu aucune incidence extérieure sur l'ordre public

3°/ Aucun acte de violences ou autres n'a été commis par ces élèves, à l'exception des arrestations sus-visées

4°/ Les Agents de la Police Territoriale, en fonctions, n'ont pas participé à ce mouvement et ont fait preuve de discipline et d'obéissance pour le rétablissement de l'ordre

5°/ Suivant décision des Autorités Provinciales, les cours reprendront incessamment à l'Ecole où une épuration s'effectuera progressivement pour éliminer les mauvais éléments

6°/ Jeudi dernier, tous les élèves, à l'exception de ceux qui sont en état d'arrestation, ont été intégralement payés et la situation est redevenue normale, aucun autre incident n'ayant été signalé.

Tout fait nouveau sera immédiatement porté à votre connaissance, en temps opportun./.

PRIORITY

4UCKUV/78/15

QQVPYQCU099

SS 4UC78

DE 4UC75 98/11

FM ONUC LEO

TO ONUC STANLEYVILLE

BT

UNCLAS CIVSTAN 139

NO 1 POUR SADOR EXPERT POLICE FOURNIR URGENCE TOUS RENSEIGNEMENTS
SUJET DERNIERE MUTINERIE POLICE LOCALE STOP PRIERE NE PLUS OMETTRE
SIGNALER TOUT FAIT SUSCEPTIBLE INTERESSER ONUC NOTAMMENT DOMAINE
ORDRE PUBLIC. KHIARY

BT

QFN CIVSTAN 139 1

11/1300Z AUG 4UC75

1420

Stanleyville, le 23 Juin 1962

= R A P P O R T =

=====

A : Mr. ENGLUND K. Représentant Civil de l'ONU à Stanleyville

De : ZARRAA S. Technicien en Formation Policière

Objet : Coordination des services de Police

=====

J'ai l'honneur de vous faire tenir, ci-joint, pour information, 3 circulaires concernant :

- 1°/ les rapports journaliers
- 2°/ les rapports d'inspection
- 3°/ les demandes d'explications

Il est à noter qu'il s'agit là de modèles prévus dans le cadre des assouplissements des méthodes de travail de la Police Territoriale de la Province Orientale./.

Stan, le 12.6.62

- RAPPORT -

COPIE

Objet : Mission de Formation Policière

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Dès mon arrivée à Stanleyville, j'ai procédé à des prospections dans les différents bureaux des services de la Police Territoriale afin de situer le fonctionnement actuel de ces services.

A la lumière de mes constatations personnelles, j'ai établi mon plan de travail qui sera réparti comme suit :

1°/ Cours de perfectionnement donnés aux sous-commissaires et commissaires de Police et traitant des matières ci-après :

- Rôle et attributions de la Police
- Police Administrative et Police Judiciaire
- Leçons de civisme
- Développement du sens de l'observation
- Résumé des notions essentielles du Droit Pénal
- Modèles de rapports d'enquête et de procès-verbaux

2°/ Conférences périodiques avec les dirigeants des Commissariats avec commentaires des nouvelles formules

3°/ Institution d'un système méthodique d'orientation et de coordination des services en collaboration avec les départements intéressés

4°/ Institution d'un système méthodique de rapports journaliers pour permettre le contrôle réel des activités de tous les Postes de Police et pour renseigner les responsables sur tous les événements survenus dans tous les secteurs

5°/ Mise en application d'un système d'inspections régulières des Postes pour associer les méthodes de travail, pallier aux inconvénients du métier et obtenir un rendement satisfaisant

6°/ Leçons à l'Ecole Provinciale de la Police qui compte actuellement 396 élèves-policiers (notions de Police et conseils pratiques)

7°/ Travail poussé au Commissariat Central pour la formation d'une pépinière susceptible de prendre la relève en qualité d'instructeurs

Destinataire

Honorable le Ministre des
Affaires Intérieures

LE TECHNICIEN DE FORMATION POLICIERE


KABASA SADOK

KBL/.-
REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE ORIENTALE

MINISTERE DES AFFAIRES INTERIEURES

Stanleyville, le 5 juillet 1962.-

N° 1.675/CAB/INT/M.11.g.

OBJET: PROJET FORMATION
DE LA POLICE.-

A Monsieur ZARRAA SADOK

Technicien en Formation Policière
c/° Inspection Provinciale de Police

à STANLEYVILLE.-

Monsieur le Technicien,

J'ai l'honneur d'accuser bonne réception de votre lettre du 12 juin 1962 relative à la répartition de votre plan de travail quant à la formation de la police que vous projeterez incessamment et vous remercie pour ce travail qui prévoit déjà une meilleure organisation au sein de la police.

J'espère que ce plan sera bientôt mis en exécution et j'attends de vous, des fructueux travaux sur l'organisation de la police. Vous ne serez pas déçu en plaçant votre entière confiance sur moi et suis décidé à vous offrir toute aide nécessaire pour l'accomplissement de votre tâche.

Par cette même occasion, je vous demanderais de faire de sorte que la nouvelle équipe de Sous-Commissaires de police qui coïncide justement avec votre arrivée ait une éducation sans reproche pour pallier à cette situation que nous connaissons actuellement au sein de la police.

Je compte sur votre esprit de collaboration

LE MEMBRE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL
CHARGE DES AFFAIRES INTERIEURES

L. BAIKPON.-

Sé/

M.A/A.P.E
CONGO BELGE / BELGISCH / CONGO
REPUBLIQUE DU CONGO

Stanleyville

, le 12 juillet 1962.-
, de

Province
Province : ORIENTALE
DIRECTION PROVINCIALE DES
AFFAIRES INTERIEURES.-

(1) N° 221/2.918.-

Réf. n° :

Annexe :
Bijlage :

Objet :
Voorwerp :

Monsieur ZARAA
Technicien
c/° Inspection Provinciale de Police
à

STANLEYVILLE.-

Réorganisation
Cours.

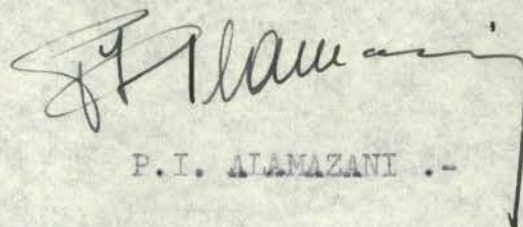
Cl.M.11.g.-

Monsieur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que vous êtes désigné à faire partie de la commission qui vient d'être constituée en vue de la réorganisation des cours à donner aux membres de la police.-

Pour cette fin, vous êtes invité à assister à la réunion qui se tiendra demain vendredi 13 juillet à 9 heures à mon office.-

LE DIRECTEUR PROVINCIAL-CHEF DU SERVICE
DES AFFAIRES INTERIEURES,

4 
P.I. ALMAZANI.-

Stanleyville, le 12 Juin 1962

A : Mr. ROSSBOROUGH R.J.B sous couvert de Mr. ENGLUND K.
De : Mr. ZARRAA S. Technicien en Formation Policière
Objet : Mission de Formation Policière à Stanleyville

Conformément aux instructions contenues dans la Note en date du 8 Mai 1962 et émanant de Mr. CHATTI, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, un rapport relatif au plan d'exécution de la mission qui m'a été confiée./.

ce
/

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

8.5.62

Monsieur

Zarea

Les autorités provinciales de Stanleyville
ayant manifesté le désir de s'assurer le concours d'un
expert en matière de police, vous êtes mis à la disposition
de notre représentant dans la dite province.

Votre mission sera d'organiser des cycles de formations et
de perfectionnement pour les différents grades de la police
provinciale.

Vous êtes priés de rejoindre votre nouveau poste dans les
meilleurs délais et au plus tard le 16 mai 1962.

Notre représentant à Stanleyville
a reçu toutes instructions en vue de féliciter votre tâche
et vous assurer le concours d'autres experts dont les servi-
ces vous seraient nécessaires (professeurs de français,
moniteur d'éducation physique, instructeurs militaires etc).

Vous voudrez bien rendre compte, au Chef des Opérations
Civiles de l'exécution de votre mission dès la mise en place
des cycles de formation.

chet



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

RAPPORT

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Dès mon arrivée à Stanleyville et après les visites de courtoisie et les contacts répétés avec les principaux responsables des services de la Police Territoriale, j'ai immédiatement procédé à des prospections dans différents bureaux afin de situer le fonctionnement actuel des services.

Les visites que j'ai effectuées à l'Inspection Provinciale de la Police, au Commissariat en Chef, au Commissariat Central, aux Commissariats de la Ville, aux Camps et à l'Ecole de Police, m'ont permis de relever les constatations suivantes :

1°/ Dans l'ensemble, les notions de méthode, d'ordre, de clarté sont, sinon inexistantes, du moins perdues de vue. Les Agents ont tendance à négliger l'application des instructions qui leur sont données et se perdent dans les paperasses et dans une dépense d'énergie inutile, voire même grave de conséquences quant à l'assolition du rendement et à l'obtention des résultats escomptés.

2°/ Les attributions des responsables de la Police ne sont pas nettement définies et paraissent fictives car les notions de la hiérarchie et du contrôle effectif ne sont pas bien marquées dans la pratique.

3°/ Le manque d'orientation et de coordination devient préjudiciable à la bonne marche des services, d'autant plus que les luttes d'influence et les dualités se font sentir dans l'application des ordres donnés.

4°/ Les Agents rencontrent souvent des difficultés dans l'exercice de leurs fonctions :

- manque d'équipement, d'armement, d'habillement
- pénurie de moyens de locomotion
- traitement payé avec des retards inexplicables
- situation non encore régularisée de certains Agents, etc...

A ces difficultés, il faut ajouter les conditions défectueuses de certains locaux et surtout d'autres facteurs inhérents au manque d'instruction et de formation professionnelle, ainsi que certaines mauvaises habitudes dues à l'influence de la promiscuité et des défauts tels que la corruption et qui sont le mal du siècle.

5°/ La centralisation des rapports émanant des divers Postes de Police laisse à désirer. Il en est de même de la recherche, du recoupement et de l'exploitation des informations ainsi que du contrôle des suspects et de la lutte contre la Criminalité.

.....

C
De ces considérations générales, il résulte que mon plan de travail sera réparti comme suit :

1°/ Cours de perfectionnement donnés aux sous-commissaires et commissaires de Police et traitant des matières ci-après :

- Rôle et attributions de la Police
- Police Administrative et Police Judiciaire
- Leçons de civisme
- Développement du sens de l'observation
- Résumé des notions essentielles du Droit Pénal
- Modèles de rapports d'enquête et de procès-verbaux

2°/ Conférences périodiques avec les dirigeants des Commissariats avec commentaires des nouvelles formules

3°/ Institution d'un système méthodique d'orientation et de coordination des services en collaboration avec les départements intéressés

4°/ Institution d'un système méthodique de rapports journaliers pour permettre le contrôle réel des activités de tous les Postes de Police et pour renseigner les responsables sur tous les événements survenus dans tous les secteurs

5°/ Mise en application d'un système d'inspections régulières des Postes pour assouplir les méthodes de travail, pallier aux inconvénients du métier et obtenir un rendement satisfaisant

6°/ Leçons à l'Ecole Provinciale de la Police qui compte actuellement 396 élèves-policiers (notions de Police et conseils pratiques)

7°/ Travail poussé au Commissariat Central pour la formation d'une pépinière susceptible de prendre la relève en qualité d'instructeurs

8°/ Appointments fréquents à la Direction de la Sécurité Provinciale pour l'application de la nouvelle formule pour le classement des Archives.

Le TECHNICIEN EN FORMATION POLICIERE

ZARRAA SADOK



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

19 mai 1962

A : Mr. Rossborough RJB
De : Zarraâ S. et Belacuar K. Techniciens en Formation Policière
Objet : Formation de "Gants Blancs"

Nous avons l'honneur de vous informer qu'un examen final des cours de perfectionnement des "Gants Blancs" a eu lieu les 12 et 13 mai courant.

Les résultats ont été satisfaisants dans l'ensemble. En effet, sur les 37 gradés et policiers qui avaient suivi les cours, quatre seulement ont été déclarés médiocres. Les 33 admis seront versés à la police de roulage où ils subiront encore un stage dans la pratique.



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

19 mai 1962

A: Mr. Rossborough R.J.B.

De: Zarraa S. Technicien en Formation Policière

Objet: Réorganisation des systèmes de classement des Archives
de l'Administration Générale de la Sûreté Nationale.

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit:

M. Nendaka Victor, Administrateur en Chef de la Sûreté Nationale m'a chargé de la réorganisation, des systèmes de classement des Archives. En effet, des méthodes diverses plus ou moins pratiques étaient suivies pour le classement des Archives risquant ainsi de retarder les recherches et de compliquer la tâche des fonctionnaires appelés à consulter les Archives et à compulser les dossiers.

Devant cette situation, j'ai établi un mode de classement unique, clairement défini dans une Circulaire et un répertoire et inspiré par un classement idéologique (dossiers de principe) et un classement individuel, répondant ainsi aux nécessités du nouveau régime.

En accord avec M. Kandolo, Secrétaire Général à l'Intérieur et M. Nendaka, ce nouveau système de classement pourra être mis en application à la Sûreté Provinciale de Stanleyville et ce à titre de modèle.

*Modèle et copie circulaire
jointe au présent*
7

M. Lauca
- PAL./E.V.-

(COPIE)

~~CONGO BELGE~~ ~~DEUTSCH CONGO~~
REPUBLIQUE DU CONGO

Léopoldville, le 3 Mars 1962.-
de

Province
Province
VILLE DE LEOPOLDVILLE
QUARTIER GENERAL/POLICE
- Secrétariat -

(¹) N° 267/62/ M.II.-

Réf. n° :

Annexe :
Bijlage :

Objet :
Voorwerp :

Jeux de hasard.-

TRANSMIS copie pour information à :

- Mr. le Premier Bourgmestre de la Ville
à LEOPOLDVILLE/EST.-
- Mr. le Commissaire de police Ppal,
à LEOPOLDVILLE/EST.-

A Monsieur le S/Commissaire de police
----- Dirigeant le Ciat Central à
LEOPOLDVILLE/EST.-

Monsieur le S/Compolice,

Il m'a été rapporté que certains individus se livrent, constamment et tranquillement, aux jeux de hasard, sur le marché de l'ivoire, extorquant ainsi l'argent d'honnêtes compatriotes, aux vu et su du public.

Ces pratiques, suscitant des commentaires défavorables, d'autant plus qu'elles sont contraires aux règlements, doivent disparaître.

En conséquence, il y a lieu de prendre toutes dispositions utiles en vue de faire la chasse à ces énergumènes et de veiller à l'application immédiate et continue de ces instructions.

LE COMMISSAIRE DE POLICE EN CHEF,
Sé/- J. M U S U M A R I.-
=====

Chef de la police Territoriale.-

(¹) Rappeler dans la réponse la date et le numéro — In het antwoord nummer en dagtekening vermelden.



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

28 février 1962

A : Mr. M. KHIARI, Chef des Opérations Civiles
De : ZARRAA S. , Expert en Formation Policière
Objet : Réunion au Camp Lufungula.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance
ce qui suit :

Depuis quelque temps, un manque de collaboration s'est fait sentir dans le domaine des rapports existant entre le Parquet et la Police. Des frictions ont même été enregistrées, suscitant ainsi des commentaires défavorables, portant atteinte au prestige de l'Autorité Publique.

Devant cette situation qui risquait de devenir grave de conséquences, Mr. MUSUMARI, Commissaire en Chef, Chef de la Police Territoriale, a provoqué une réunion groupant tous les Policiers Officiers de Police Judiciaire et une dizaine de Magistrats.

Cette réunion, à laquelle j'ai participé, avait eu lieu, le 27 février courant, à 14 h, au Camp Lufungula.

Les Policiers ont reproché aux Magistrats leurs interventions dans les affaires judiciaires à des fins plus ou moins intéressées et les abus qui découlaient du recours aux mandats d'amener, notamment à l'encontre de policiers.

Par contre, les Magistrats ont incriminé aux policiers leurs abus d'autorité et la carence dont ils font preuve dans l'exécution des mandats et des instructions émanant du Parquet.

Après une querelle "académique", assez vive, une mise au point a permis de dissiper les malentendus, ce qui laissé espérer une reprise des rapports cordiaux et une collaboration franche et loyale entre le Parquet et la Police.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

26 février 1962

A : Mr. M. KHIARY, Chef des Opérations Civiles
De : S. ZARRAA, Expert en Formation Policière.
Objet : Rapport d'activité.

=====

Conformément à vos instructions, j'ai l'honneur de vous faire tenir, ci-joint, un canevas se rapportant à mon programme actuel de travail.

Par ailleurs, en ce qui concerne le service de la circulation qui est assuré, en partie, par la Police Nigérienne, il est à noter que toutes dispositions utiles ont été suggérées aux responsables pour que cette mission ne soit dorénavant remplie que par des Policiers Congolais.

Quant au fonctionnement du système des patrouilles mixtes auquel d'ailleurs j'avais fait allusion dans mon rapport en date du 14 Février courant, il est à souligner que toutes remarques utiles ont été rappelées aux responsables, en vue de l'application stricte des instructions qui auraient dû être mises en vigueur dans ce domaine (Cf. mon rapport en date du 25/1/1962).

En tout état de cause, je ne manquerai pas de veiller à l'application de vos instructions et de vous mettre au courant du résultat de mes diligences./.

Annexes : Un programme
2 circulaires

Modèle de rapport hebdomadaire
Modèle de rapport d'inspecteur
Modèle de demande d'explication

A fournir
S.

PROGRAMME DE TRAVAIL

=====

Mon programme de travail se répartit comme suit :

- A/ Sept heures de cours de théorie, par semaine, au Camp Iufungula, pour la formation accélérée de "Gants Blancs" (38 élèves) devant renforcer la Brigade de la Circulation.

Ces cours traitent des matières ci-après :

- Rôle et attributions de la Police
- Police Administrative et Police Judiciaire
- Leçons de civisme
- Notions générales de Droit Pénal
- Développement du sens de l'observation
- Modèles de rapports
- Devoirs écrits et corrigés

- B/ Tournées au Commissariat en Chef et à la Brigade Spéciale des Recherches : conseils pratiques pour les enquêtes judiciaires, établissement d'un système régulier de coordination et diffusion d'instructions relatives au fonctionnement des services (Voir modèle de circulaire se rapportant aux accidents de la circulation)

- C/ Contacts permanents avec le Premier Bourgmestre et son Adjoint chargé des affaires de la Police ainsi qu'avec le Ministre des Affaires Intérieures : exposé des anomalies relevées au cours de mes prospections et projets de circulaires et de nouveaux modèles de rapports et d'états périodiques (Cf. modèle pour rapport journalier et rapport d'inspection, etc...)

- D/ Contacts réguliers avec l'Inspecteur de la Police Provinciale : projets d'institution d'un système d'orientation et de coordination et de formation de pépinières au sein des différents services.

- E/ Visites au Service de l'Immigration : étude des anomalies relevées lors du contrôle des passagers à Njili et conseils pratiques pour l'assouplissement des formalités et l'institution d'un contrôle rapide réel et efficace.

- F/ Par ailleurs, il est à noter que l'Ecole Provinciale de Police compte actuellement 400 élèves récemment recrutés, à titre précaire et essentiellement révocable, en qualité de gardiens de la paix. Ils subissent un test de la part de moniteurs Congolais. Vers le mois d'Avril, après le triage qui sera imposé par les besoins réels en effectifs, je serai appelé à leur donner des cours de perfectionnement. Toutefois, d'ores et déjà, divers conseils sont constamment prodigués au Directeur de l'Ecole sus-visée./.

=====

COPIÉ

Je voudrais connaître

- Les cours de formation qui se donnent actuellement dans les écoles de la Police
 - Le nombre d'auditeurs par branche de police.
 - Le nombre d'heures que chaque expert assure
 - D'autre part je constate que vers 10 heures c'est la police Nigérienne qui assure le service de la circulation. pourquoi ?
Le soir les patrouilles sont uniquement composées de Nigériens. Cela fait mauvaise impression et laisse croire aux touristes étrangers que le pays est occupé par l'ONU
- Le résultat de notre action doit être une prise de conscience de la part des Congolais qui doit les amener à comprendre ces choses et à avoir une conception plus réaliste de leur devoir de nationaux.

Signé : Khicari M.

-J/B.-
 REPUBLIQUE DU CONGO
 VILLE DE LEOPOLDVILLE
 POLICE TERRITORIALE
 CIAT EN CHEF

Léopoldville, le 16 janvier 1962.-

 Secrétariat

FORMATION ACCELEREE DES " GANTS BLANCS "

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
-------	-------	----------	-------	----------	--------

7h. à 8h.

Exercices de culture physique

8h.15 à 9h.15

Drill

9h.30 à 10h.30

Mr. LUSUKULA	Mr. LUSUKULA	Mr. BELAONAR	Mr. LUSUKULA	Mr. BELAONAR	Mr. ZARRAA
Secourisme	Secourisme	Instructions	Secourisme	Instructions	Devoir écri
Théorie CR	Théorie CR.	générales	Théorie CR.	Générales	Commentaires

10h.45 à 11h.45

Mr. ZARRAA	Mr. ZARRAA	Mr. BELAONAR	Mr. ZARRAA	Mr. ZARRAA	Mr. ZARRAA
Cours Adm.	Cours Administ.	Instructions	Cours Adm.	Cours Adm.	Revision
Notion Droit.	Notion Droit.	générales	Notion Droit.	Notion Droit	Correction
					devoirs
					Commentaire
					Modèles.

14h. à 15h.

Armement : Demontage et remontage
 (différentes armes)

15h.15 à 16h.30

Mr. BELAONAR	Mr. BELAONAR	BELAONAR	Mr. BELAONAR	Mr. ZARRAA
Cours pratiques	Cours prat.	Cours pratiques	Cours prati.	Cours Administratifs



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

14 février 1962

A : Mr. KHIARI, Chef des Opérations Civiles
De : Mr. ZARRAA Sadok, Expert ~~en Formation Policière~~ en Formation Policière
Objet : A/s - Conférence des Chefs de Divisions de la Police Territoriale.
Réf. : Mon rapport en date du 25-1-1962 relatif à l'organisation de patrouilles.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance
ce qui suit :

M'inspirant de l'esprit de mon programme initial dont vous trouverez, ci-joint et pour information, une copie, j'ai attiré l'attention de Mr. NKWIYO, Adjoint au 1er Bourgmestre, sur la nécessité de tenir, périodiquement, mais régulièrement, des séances de travail groupant, en conférence, tous les responsables des services de la Police Territoriale.

Des instructions utiles ont été données à ce sujet et une première réunion (à laquelle j'ai participé) a eu lieu, le 13 Février courant, à 14 heures, au Camp Lufungula, sous la présidence de Mr. Mussumari, Commissaire en Chef, Chef de la Police Territoriale de La Ville de Léopoldville, et groupant les Chefs des Divisions de Police, les Chefs des Camps, le Chef de la BSR (Brigade Spéciale des Recherches) et le Chef de la P.S.R (Police Spéciale de Roulage).

Après un exposé sur la situation relative à l'ordre public, au manque de coordination dans le fonctionnement des patrouilles, aux actes d'indiscipline et autres, à l'insuffisance des moyens de locomotion, diverses instructions ont été suggérées pour l'amélioration des conditions de travail.

Par ailleurs, il est à noter que, dans l'ensemble, les moyens de locomotion dont disposent les divers services de la Police Territoriale (responsable de l'ordre public) paraissent nettement insuffisants eu égard à l'importance de l'étendue des secteurs qui leur incombent.

La dotation, par l'ONUC, de quelques véhicules (Jeeps) contribuerait à faire renforcer les mesures de sécurité et provoquerait ainsi un effet psychologique digne d'intérêt./.

Annexe : Copie de programme

- PROGRAMME du 15/12/61 au 15/1/62 -

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Observations
8h à 13h à la B.S.R. Leçons pratiques au cours des enquêtes.			8h à 12h Leçons de coordination à l'Immigration.		8h à 10h travail récapitula- tif au bu- reau Etude.	A noter que les leçons pratiques seront don- nées en particulier à la B.S.R. aux nouvelles recrues. (sous-commissaires de Police).
15h à 16h 30 Préparation modèles et étude - classement archives. (P.V.-type, rapport-type).			14h à 15h Préparation modèles et étude avec les responsa- bles. Inspection d'un poste d'Immigration.		Remarques et Observations. 9h à 13h Conférence à l'Inspection Provinciale de Police. Travail d'ensemble Remarques et suggestions.	



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

- COPIE -

Leopoldville, le 9/12/ 196 1

A : M. CHATTI, Conseiller Principal en Administration Publique
De : M. ZARRAA
Objet : a/s Activité et Plan de travail.

- R A P P O R T -

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Dès mon arrivée à Léopoldville, et après avoir pris des contacts répétés avec les principaux responsables des services de sécurité, tant à l'échelon provincial qu'à l'échelon central, j'ai procédé à des prospections dans certains bureaux afin de situer le fonctionnement actuel des services.

Les visites que j'ai effectuées à l'Inspection de la Police Provinciale, à la Brigade Spéciale des Recherches (B.S.R.), à l'Immigration et à l'Ecole de Police, m'ont permis de relever les constatations suivantes :

- A) Dans l'ensemble, les notions de méthode, d'ordre, de clarté et de discipline, sont, sinon inexistantes, du moins perdues de vue. Bien qu'il existe de nombreuses circulaires de service, les Agents ont tendance à négliger l'application des instructions qui leur sont données et se perdent dans les paperasses et dans une dépense d'énergie inutile voire même grave de conséquences quant à l'amélioration du rendement et à l'obtention des résultats escomptés.
- B) Les attributions des chefs de service, bien que clairement définies, dans des notes de service qui, souvent, revêtent un caractère provisoire, paraissent fictives car les notions de la hiérarchie et du contrôle effectif

./...

ne sont pas bien marquées dans la pratique. Il en résulte un manque d'orientation et de coordination préjudiciable à la bonne marche des services.

- C) Les Agents qui exercent leurs fonctions rencontrent souvent de nombreuses difficultés eu égard à la pénurie des moyens de locomotion, à certaines conditions défectueuses des locaux et à d'autres facteurs inhérents au manque de formation professionnelle.
- D) La Centralisation des rapports émanant des divers postes laisse à désirer. Il en est de même de la recherche, du recoupement et de l'exploitation des informations ainsi que du contrôle des hôtels, des débits de boissons et des étrangers.

-:-:-:-

De ces considérations générales, il appert que les leçons essentielles d'orientation et de coordination qui méritent d'être données, dans ce domaine, doivent traiter des matières ci-après et formeront mon plan de travail:

1. Définition exacte des attributions de chacun des responsables des services considérés, ce qui nécessitera la préparation et la diffusion des circulaires définitives et non provisoires et ce en vue d'assurer le respect des règles habituelles de la hiérarchie et d'obtenir une coordination utile dans les services.
2. Institution d'un système méthodique de rapports d'information, à l'échelon central, pour permettre le contrôle réel des activités de tous les postes de police.
3. Etude et mise en application du contrôle immédiat et réel des Postes de Police pour assouplir les méthodes de travail, pallier aux inconvénients du métier et obtenir un rendement appréciable.
4. Travail poussé et continu dans un Poste de Police qui sera considéré comme poste-modèle, et ce afin d'y apporter certains assouplissements susceptibles d'améliorer et les conditions de travail des Agents et le rendement escompté.

./...

C'est ainsi que je commencerai par la Brigade Spéciale des Recherches (B.S.R.), en raison de l'importance qu'elle présente dans le domaine judiciaire étant donné qu'elle est appelée à traiter des affaires criminelles d'une importance capitale et que même les Commissariats de Police lui refou-
lent la plupart des plaintes.

Les modifications qui seront apportées et les résultats obtenus feront l'objet d'un rapport circonstancié.

5. Prospections au Commissariat de Police, puis au Commissariat Central, puis à l'inspection Provinciale, en vue de réaliser un système d'orientation et de coordination nettement défini et afin d'enrayer les luttes d'influence et la dualité qui règnent au sein des services et qui affectent la bonne marche de ces derniers.
6. Travail d'orientation au service de l'Immigration.
A noter que la réorganisation de ce service qui doit être rattaché au Ministère des Affaires Etrangères est à l'étude et fait l'objet de projets de Lois qui seront incessamment soumis au Parlement.
7. Travail de coordination des rapports et des liaisons qui doivent exister entre les divers services de la Sûreté Provinciale et de la Sûreté Nationale, avec un esprit marqué de collaboration réelle.
8. Formation d'une pépinière qui sera choisie parmi les bons éléments imbus de discipline, et ce après des cours pratiques de perfectionnement donnés dans chaque service et sur place.

26 janvier 2

Mr. KHIARI, Chef des Opérations Civiles.

MM. ZARRAA et BELAOUAR, Techniciens Tunisiens en Formation Policière

A/s. Conférence relative aux opérations
de ratissage.

S/c. de Mr. CHATTI.

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance
ce qui suit :

Ce jour, 26 janvier courant, à 10 heures, nous avons assisté à la Conférence tenue, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur le 1er Bourgmestre et groupant une cinquantaine de Commissaires de Police et d'O.P.J. ainsi que les représentants de l'Armée Nationale, de la Gendarmerie, du Parquet et de l'Administration Territoriale.

Monsieur le 1er Bourgmestre, faisant allusion aux dernières opérations de ratissage, a fait remarquer que le comportement de certains Agents de la Force Publique, et notamment les paras-commandos, était "honteux" et avait soulevé, de nombreuses critiques qui, dans la plupart des cas, étaient d'ailleurs justifiées.

Il a insisté sur le fait que le but du ratissage visait essentiellement à rechercher les armes prohibées et à identifier les personnes suspectes ou indésirables.

Il a invité les responsables du service d'ordre à donner des instructions formelles pour que les prochaines opérations ne revêtent aucun caractère d'oppression, de discrimination ou de terreur et afin que les visites domiciliaires soient dorénavant effectuées avec souplesse et courtoisie.

Par ailleurs, il est à noter que nous avons émis divers avis concernant les méthodes d'organisation et d'intervention des groupes d'action.

25 janvier 2

Mr. KHIARI, Chef des Opérations Civiles.

MM. ZARRAA et BELAOUAR, Techniciens Tunisiens en Formation Policrière

Compte rendu d'une séance de travail
relative à la sécurité dans la ville
de Léopoldville.

S/c. de Mr. CHATTI

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance
ce qui suit :

En plein accord avec Mr. KULUMBA, Ministre des
Affaires Intérieures de l'Etat de Léopoldville, nous avons provoqué,
ce jour, 25 janvier courant, à 10 heures, dans le bureau de Mr. NKWIYO,
Adjoint au 1er Bourgmestre, une séance de travail groupant les respon-
sables de la Police Territoriale, le Commandant de la Police Nigérienne
et les Techniciens Tunisiens sus-nommés, et ce en vue de mettre au point
un système définitif afférent aux tournées de sécurité.

Après un échange de vues, il a été décidé ce qui
suit :

- 1) Des patrouilles mixtes, composées d'unités Congolaises et
Nigériennes (2/3 - 1/3 pour refléter le cachet national de
la Police locale et afin de donner un caractère légal aux
interventions éventuelles) effectueront des tournées de sécu-
rité de 18 heures à 8 heures du matin.
- 2) Ces patrouilles seront dotées de véhicules avec postes-radios
et opèreront dans les différents secteurs de la ville (Binza -
Parc Hambize - Limete - Lemba - Matete - Kalina - Léo II ...
etc...).
- 3) Elles seront renforcées, dans les centres connus comme étant
mal famés, par des patrouilles à pied fournies par chaque Divi-
sion de Police.

.../...

Il est à noter que ces patrouilles auront également pour mission essentielle de faire des apparitions fréquentes devant les bâtiments occupés par le Corps Diplomatique, en attendant l'institution d'un système de postes fixes, et ce afin de parer à toute éventualité.

Par ailleurs, des instructions ont été données pour faire procéder, régulièrement, à des vérifications d'identité pour les "retardataires" et les personnes suspectés ainsi qu'à un contrôle routier très souple.

NO. J
REPUBLIQUE DU CONGO
ETAT DE LEOPOLVILLE
VILLE DE LEOPOLVILLE
SECRETARIAT

Léopoldville, le 24 janvier 1962

TRANSNIS copie pour information à
Mr le Commissaire de Police en Chef
en lui demandant de s'accompagner des
Complices BAKI-MOTOTA et DOLA.-

Au Commandant de la Police
NIGERIENNE
à LEOPOLVILLE/EST

Monsieur le Commandant,

J'ai l'honneur de vous inviter à mon bureau, sis au
1er étage de l'HOTEL de Ville, accompagné d'un interprète, le
jeudi 23.1.62 à 10 heures, afin de mettre au pied un programme de
coopération entre la police Nigérienne et la police Congolaise.

Notre Commissaire de Police en Chef participera à cette
entrevue.

POUR LE PREMIER DOUGMAESTRE
A.N.-NKWIYO


Adjoint

TRANSNIS copie à
MM. ZAIRAA et BELAGUAR
Technicien Tunisien
qui doivent aussi assister
à cette entrevue.


A. N. NKWIYO

REPUBLIQUE DU CONGO
ETAT DE LEOPOLDVILLE
VILLE DE LEOPOLDVILLE

OPERATION DE RATISSAGE - INSTRUCTIONS

UN COMMANDANT DE L'OPERATION : Mr. L'ADJOINT DU PREMIER BOURGMESTRE
Monsieur André N K W I Y O

SEULS LES CONTROLEURS CIVILS EN BRASSARDS VERTS + LES COMMISSAIRES DE POLICE PERQUISITIONNERONT.

Les autres policiers, gendarmes, militaires feront la CEINTURE.
La ceinture se déplace chaque fois qu'un quartier est contrôlé.

LE PASSAGE SERA LIBRE pour les ARTERES QUI SERONT INDIQUEES.

NSIGNE : AUCUN AGENT DE L'ORDRE NE PEUT TROUBLER L'ORDRE PUBLIC
MONTREZ-VOUS POLIS ET EVITEZ DE FRAPPER ET DE BRUTALISER.
PAS SAISIR LES LIVRETS D'IDENTITE DES PERSONNES

A CONTROLER : UNIQUEMENT : les IRREGULIERS- LES ARMES - la CPM 60 - 61
LES LICENCES 61 - LES VEHICULES.

LES IRREGULIERS : Hommes + Femmes non recensés à Léopoldville.
L'autorisation provisoire délivrée par les Communes suffit.
Des étrangers séjournant plus de 15 jours devront exhiber l'autorisation de séjour provisoire.
Ceux nouvellement arrivés exhiberont les passe-ports ou la feuille de route.
L'OPJ du Bureau infligera une amende (500 à 1000 F) aux propriétaires pour hébergement d'irréguliers.

LE BUREAU : responsable : GOLOMINGI Georges
OPJ : SHINDANI Barthélémt

2. LES ARMES : les armes seront toutes saisies et ENREGISTREES.
L'OPJ du bureau infligera une amende pour détention illégale d'arme.
S'il y a une autorisation (en cours) l'arme ENREGISTREE doit être SAISIE.

LE BUREAU : responsable : KAMUINIMOKO Pierre
OPJ : MALONGA Victor

3. LA CPM 60-61 : Vérifiez si l'impôt est payé. Si non dirigez l'intéressé(e) sur la Maison Communale.
Le Receveur communal assisté du collecteur percevra les CPM.
L'OPJ infligera une amende du chef de non paiement d'impôt.

LE BUREAU : RECEVEUR + agents communaux -
L'OPJ de la Commune les assistera.

4. LES LICENCES : (61) : Vérifiez si les débitants sont en règle. L'OPJ infligera l'amende réglementaire puisqu'il y a infraction.

LE BUREAU : responsable : MOZAGBA Jacques - OPJ : LOMAMA Pierre.

5. LE CONTROLE DES VEHICULES :

Vérifiez les documents des véhicules stationnés dans les parcelles ou à côté.

Les voitures présumées volées seront saisies et il y a lieu de dresser un P.V. JUDICIAIRE à charge des coupables qui seront envoyés au Parquet.

Les vols de voiture constituent une grande infraction.

Vérifiez aussi si la taxe de l'année écoulée a été payée (1961).

LE RESPONSABLE DU BUREAU est le S/COMMISSAIRE DE POLICE LUSIKILA TH. qui est lui-même OPJ.

POUR QUE L'OPERATION PUISSE PORTER LES FRUITS ESCOMPTEES ELLE DOIT ETRE MENEES AVEC TACT ET COURTOISIE.

LES QUARTIERS CONTROLES SERONT LIBERES ET LES GENS PEUVENT SORTIR MAIS NE JAMAIS LAISSER ENTRER DANS LA ZONE OCCUPEE.

Pour le Premier Bourgmestre

A. N. - NKWIYO


Adjoint.

NG.PP.
REPUBLIQUE DU CONGO
ETAT DE LEOPOLDVILLE
VILLE DE LEOPOLDVILLE
- - - - -

OPERATION DE RATISSAGE DU _____ 1962

Tableau récapitulatif
=====

1. Nombre d'irréguliers arrêtés: a) sexe masculin : _____
b) sexe féminin : _____
2. Nombre de contribuables arrêtés
pour non payement C.P.M.: a) 1960 : _____
b) 1961 : _____
3. Nombre de personnes arrêtées
pour défaut payement licence 1961 : _____
4. Armes saisies : a) pistons ou silex: _____
b) perfectionnées : _____
5. Véhicules volés : _____
6. Observations :



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

Leopoldville, le 9/12/ 196.1

A : M. CHATTI, Conseiller Principal en Administration Publique
De : M. ZARRAA
Objet : a/s Activité et Plan de travail.

- R A P P O R T -

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Dès mon arrivée à Léopoldville, et après avoir pris des contacts répétés avec les principaux responsables des services de sécurité, tant à l'échelon provincial qu'à l'échelon central, j'ai procédé à des prospections dans certains bureaux afin de situer le fonctionnement actuel des services.

Les visites que j'ai effectuées à l'Inspection de la Police Provinciale, à la Brigade Spéciale des Recherches (B.S.R.), à l'Immigration et à l'Ecole de Police, m'ont permis de relever les constatations suivantes :

- A) Dans l'ensemble, les notions de méthode, d'ordre, de clarté et de discipline, sont, sinon inexistantes, du moins perdues de vue. Bien qu'il existe de nombreuses circulaires de service, les Agents ont tendance à négliger l'application des instructions qui leur sont données et se perdent dans les paperasses et dans une dépense d'énergie inutile voire même grave de conséquences quant à l'amélioration du rendement et à l'obtention des résultats escomptés.
- B) Les attributions des chefs de service, bien que clairement définies, dans des notes de service qui, souvent, revêtent un caractère provisoire, paraissent fictives car les notions de la hiérarchie et du contrôle effectif

./...

ne sont pas bien marquées dans la pratique. Il en résulte un manque d'orientation et de coordination préjudiciable à la bonne marche des services.

- C) Les Agents qui exercent leurs fonctions rencontrent souvent de nombreuses difficultés eu égard à la pénurie des moyens de locomotion, à certaines conditions défectueuses des locaux et à d'autres facteurs inhérents au manque de formation professionnelle.
- D) La Centralisation des rapports émanant des divers postes laisse à désirer. Il en est de même de la recherche, du recoupement et de l'exploitation des informations ainsi que du contrôle des hôtels, des débits de boissons et des étrangers.

-:-:-:-

De ces considérations générales, il appert que les leçons essentielles d'orientation et de coordination qui méritent d'être données, dans ce domaine, doivent traiter des matières ci-après et formeront mon plan de travail:

1. Définition exacte des attributions de chacun des responsables des services considérés, ce qui nécessitera la préparation et la diffusion des circulaires définitives et non provisoires et ce en vue d'assurer le respect des règles habituelles de la hiérarchie et d'obtenir une coordination utile dans les services.
2. Institution d'un système méthodique de rapports d'information, à l'échelon central, pour permettre le contrôle réel des activités de tous les postes de police.
3. Etude et mise en application du contrôle immédiat et réel des Postes de Police pour assouplir les méthodes de travail, pallier aux inconvénients du métier et obtenir un rendement appréciable.
4. Travail poussé et continu dans un Poste de Police qui sera considéré comme poste-modèle, et ce afin d'y apporter certains assouplissements susceptibles d'améliorer et les conditions de travail des Agents et le rendement escompté.

./...

C'est ainsi que je commencerai par la Brigade Spéciale des Recherches (B.S.R.), en raison de l'importance qu'elle présente dans le domaine judiciaire étant donné qu'elle est appelée à traiter des affaires criminelles d'une importance capitale et que même les Commissariats de Police lui refou-
lent la plupart des plaintes.

Les modifications qui seront apportées et les résultats obtenus feront l'objet d'un rapport circonstancié.

5. Prospections au Commissariat de Police, puis au Commissariat Central, puis à l'inspection Provinciale, en vue de réaliser un système d'orientation et de coordination nettement défini et afin d'enrayer les luttes d'influence et la dualité qui règnent au sein des services et qui affectent la bonne marche de ces derniers.
6. Travail d'orientation au service de l'Immigration.
A noter que la réorganisation de ce service qui doit être rattaché au Ministère des Affaires Etrangères est à l'étude et fait l'objet de projets de Lois qui seront incessamment soumis au Parlement.
7. Travail de coordination des rapports et des liaisons qui doivent exister entre les divers services de la Sûreté Provinciale et de la Sûreté Nationale, avec un esprit marqué de collaboration réelle.
8. Formation d'une pépinière qui sera choisie parmi les bons éléments imbus de discipline, et ce après des cours pratiques de perfectionnement donnés dans chaque service et sur place.

- PROGRAMME du 15/12/61 au 15/1/62 -

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Observations
	8h à 13h à la B.S.R. Leçons pratiques au cours des enquêtes.		8h à 12h Leçons de coordination à l'Immigration.		8h à 10h travail récapitula- tif au bu- reau Etude. Remarques et Observations.	A noter que les leçons pratiques seront don- nées en particulier la B.S.R. aux nouvelles recrues. (sous-commissaires de Police).
	15h à 16h 30 Préparation modèles et étude - classement archives. (P.V.-type, rapport-type).		14h à 15h Préparation modèles et étude avec les responsa- bles. Inspection d'un poste d'Immigration.		9h à 13h Conférence à l'Inspection Provinciale de Police. Travail d'ensemble Remarques et suggestions.	

INTER-OFFICE MEMORANDUM

CONFIDENTIAL

80-01 ER

1 December 1962

To : Mr. S. Bouallegue, Senior Consultant, Police Training
From : S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
Subject : Police Training - Kivu

.....

1. I enclose a copy of Mr. Gaviola's memo dated 17 November together with a copy of my cable to him in reply.

2. Would you kindly let me know whether any of our police training experts could be detailed with the approval of the Ministry of the Interior and the Ministry of Fonction Publique, to Bukavu to undertake training programme for the local police in Bukavu.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

SECRET
C/POL/213/I

Bukavu, 17th November 1962.

To: Mr. R.K.A. Gardiner, Officer in Charge, ONUC Leopoldville.
From: C.A. Gaviola, Chief of the Civil Mission, ONUC Bukavu.
Subject: Local Police.

By ACC/LEOBU I248 we have been advised that the Nigerian Police move to Bukavu is postponed indefinitely.

I very much regret this decision because since my arrival here a year ago, one of my main preoccupations has been the lack of discipline and disorderly, discourteous and often brutal behaviour of the local police. They depart from the premise that anybody arrested must be immediately mishandled. Only today, while driving to the office and then as a guest to the ANC Parade, I was stopped four times and told in a most discourteous manner that I had to detour, although my car had the UN Flag.

I enclose a photo of our investigation of the murders at Ishungu (BUKA 189) which shows the Commissaire de Police lifting the baton to beat unnecessarily the natives who were trying to exhume one of the bodies. I twice had to intervene to stop him.

During the visit of the Chef de Cabinet of Tanganyika's Prime Minister, I discussed the subject of the police and he told me that their police was very well disciplined and could compare favourably with the Nigerian. He said he was sure his Government would co-operate if it was requested to lend some instructors.

I am sure that even four instructors could contribute a great deal to teach discipline and behaviour to the local police. They would have the advantage of speaking Swahili and English. They could thus be understood directly by the policemen and also by the officers and men of the Malayan Forces, who are willing to co-operate in this training scheme.

If you authorise me, and the Central Government approves, I would be willing to fly to Dar-es-Salam and negotiate with the Government the selection of a group of instructors. If this operation is successful, the same instructors could also tour other cities in this region. My visit to Dar-es-Salam could coincide with the arrival of the Indonesian contingent so as to assist them in case of unforeseen problems.

Encl.1 photo.



80-01 ER-

le 21 Novembre 1962.

A : Monsieur Ayach - Expert Police à Stanleyville
De : S. Bouallègue - Chef de la Section Administration
Publique et Police
Objet : Rapport d'Activité

Je vous prie de me faire parvenir un rapport détaillé sur votre activité à Stanleyville. Ce rapport devrait comprendre :

- 1o) Un aperçu général de la situation dans les provinces nées de l'ancienne province orientale, en ce qui concerne la police.
- 2o) La description des tâches qui vous ont été dévolues.
- 3o) Un aperçu sur votre activité depuis votre prise de fonctions à Stanleyville.
- 4o) Eventuellement, les suggestions que vous pourriez faire, compte tenu des données de fait dans les provinces et de votre expérience personnelle. Je vous prie, en outre, de me faire parvenir, chaque fin de mois, un rapport détaillé sur votre activité.

cc : Mr. Le Chef des Opérations Civiles des Nations Unies au Congo
Mr. England à Stanleyville

File
2711

Mr. Gordon Reynolds
Mr. G.W. ?



26 October 1962

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

Inter-office Memorandum

To: S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations

From: J. Ribó Cebrián, Programme Officer

Subject: Project 80-01 - Police training (from our files)

As you know, the 1963 programme for Project 80-01 is as follows:

Three experts will serve in Leopoldville: the Senior Expert, who will be responsible for coordinating the work of the groups as a whole, an Expert in Aliens work attached to the Administration of the Sûreté, and an Expert in Police Technique for Identity Procedures. The other six experts provided for will continue to work in the provinces, mainly for training and operation of refresher courses for provincial police at all levels up to that of Commissaire de Police.

Provisionally, it is foreseen that they will be allocated as follows: 2 in Stanleyville and one in each province (Bukavu, Coquilhatville, Luluabourg and Albertville).

On the other hand, it appears that the Nigerian Police has the possibility of having small units of the Police Force stationed in the six provincial capitals to help train the Congolese Police. The plan was to send a detachment of two officers, two inspectors, and approximately 54 rank to each place. The Nigerian Police should be regarded purely as a civil police force, responsible to the Civil Administration, for assisting in the training of Congolese police.

There is no coordination at all between these two programmes, and no further reports appear in our files to follow the programme.

...

In Leopoldville we have only two experts, Mr. Ayache and Mr. Abdelkafi, and according to the programme there should be three posts in Leopoldville. There are no reports on their activities in our files, and we do not even know if the programme has been put into operation.

The expenses of this project from June 1961 to 31st August 1962 are: \$76.159,49.

STANLEYVILLE

From our files we know that in Stanleyville there are two Police Experts, Mr. Zanaa and Mr. Bellaouar. It appears that a training course began on 25 June 1962, as per cable CIV/482 from Mr. Englund to Mr. Khiary: "That is desirable that the course started on Monday 25 June". Mr. Khiary replied as follows: "CIV/STAN 116 - Agree that course should start on Monday as planned". After this information there is only one letter in our files, accepting the nomination of five teachers in French for the Police School in Stanleyville. No more information or documents to follow this course and the activities of our experts.

BUKAVU

No expert attached to the Bukavu Mission, and no information in our files.

COQUILHATVILLE

The only report that we have in our files about Police Training is from Mr. Harrouch, dated 28 June 1962, ten days after his arrival in Coquilhatville. In this report there is a request for supplies for the police school, and there is also a cable from Mr. Khiary as follows: "CIV/COQ 59- You are authorised to buy small office supplies for police school and charge project 80-01". After these documents there is nothing further in the files (see report attached).

LULUABOURG

One expert, Mr. M'Rad, is in charge of the police training school. There is no documentation in our files referring to his activities.

ALBERTVILLE

There is no police expert in Albertville, and no information in our files.

.../...

Conclusion :

- 1) A lack of information in the Civilian Operations Registry.
- 2) Our files contain a large quantity of cables and letters on a plurality of subjects, without any system of filing.
- 3) There is not a single report concerning the activities of our experts in this matter.

The new system of filing should correct the present disorganisation of the Civilian Operations Registry within a few days.

Suggestions :

- 1) To improve the Registry.
- 2) To request police experts to forward a monthly report of their activities in ditto master, addressed to the Chief of Civilian Operations.
- 3) If possible, as on the administration side, to have a monthly inspection to check the activities of the experts in the provinces.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



80-01
UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

Stanleyville, 24 November 1962

To : Mr S. Habib Ahmed, Chief Civilian Operations, Leopoldville
From : H. Kaufman, Deputy Civilian Affairs Officer, Stanleyville
Subject : Enclosed report on two meetings presided by Mr Ekombe

Please find attached two reports on meetings held this week which were attended by the Police experts.

I believe they are more or less self-explanatory.



H. Kaufman
H. Kaufman

HK/JC

Encl. 2

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Sta, le 23 Novembre 1962

A : Mr. HABIB AHMED, Chef des Opérations Civiles de l'ONUC
De : ZARRAA Sadok, Expert de Police à Sta
Objet : Séance de travail tenue à l'Hôtel de Ville
Référence Mon rapport en date du 22/II/1962

===

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Faisant suite à la conférence objet de mon rapport cité en référence, Mr. Le Premier Bourgmestre de la Ville de Sta a tenu, ce jour, 23 Novembre courant, dans la matinée, à l'Hôtel de Ville, une séance de travail à laquelle j'avais été invité à participer avec les responsables de la Police et de L'A.N.C.

Il s'agissait de mettre au point un dispositif pour une opération de ratissage qui doit avoir lieu incessamment dans une des Communes de la Ville, à une date qui sera fixée par Mr. Le Commissaire Général Extraordinaire.

Après un échange de vues, il a été décidé que l'objectif essentiel de cette opération sera limité au recensement des irréguliers (c'est à dire des personnes qui résident irrégulièrement à Sta) et à la recherche des dépôts d'armes et de munitions.

Il a été particulièrement recommandé de faire preuve de souplesse et de circonspection pour que cette opération de police ne soit pas ~~XXX~~ interprétée, tant par les Nationaux que par les Etrangers, comme un acte de terreur ou des manoeuvres d'intimidation dirigées contre la population.

C O P I E S

MM. KAUFMAN et BOUALLEGUE



OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE



Sta, le 22 Novembre 1962

A : Mr. HABIB AHMED, Chef des Opérations Civiles de l'ONUC
De : ZARRAA Sadok, Expert de Police à Sta
Objet : Conférence de travail tenue par Mr. Le Commissaire Général
Extraordinaire

====

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Ce jour, 22 Novembre courant, à dix heures du matin, j'ai été invité à participer à une conférence de travail présidée par Mr. EKOMBE Joseph, Commissaire Général Extraordinaire, et groupant :

- 1°/ Le Premier Bourgmestre de la Ville de Sta
- 2°/ Le Chef du Service de la Mécanisation
- 3°/ Un Major de l'ANC
- 4°/ Le responsable de la Sûreté Provinciale
- 5°/ L'Inspecteur Provincial de Police et son Adjoint

Mr. EKOMBE a tout d'abord insisté sur la nécessité de mesures énergiques à prendre pour la lutte contre la criminalité, l'oisiveté et le vagabondage, le stockage clandestin de marchandises et la hausse illicite, les détournements du mobilier appartenant à l'Etat, la détention illicite d'armes et de munitions et l'exercice illégal de la médecine. A cet effet, il a invité les responsables intéressés à mettre au point un dispositif pour des opérations de ratissage de nature à épurer la ville et ses environs.

Dans le domaine de la Police préventive, il a fait remarquer que des contacts doivent avoir lieu avec les responsables de l'ONUC pour la formation de patrouilles mixtes (Contingent Onusien-Police Congolaise-ANC) et le fonctionnement régulier d'un système de tournées de sécurité.

Sur le plan de la Police répressive, il a demandé le renforcement des barrages implantés sur les principales routes.

L'Inspecteur Provincial de Police ayant fait remarquer que le manque presque total de moyens de locomotion affecte gravement la bonne marche des services de Police, Mr. EKOMBE a alors invité le Chef de la Mécanisation à mettre à la disposition de la Police, toutes les nuits et pour les besoins des tournées de sécurité, tous les véhicules disponibles

Par ailleurs, faisant allusion aux 900 détenus qui se trouvent dans les prisons de Sta, Mr. EKOMBE a déclaré qu'il avait invité le Procureur d'Etat à activer les procédures d'instruction et de jugement car la lenteur des informations judiciaires ne faisait que pourrir la situation qui risque de devenir grave de conséquences.

Enfin, Mr. EKOMBE a demandé la reprise rapide des cours de perfectionnement pour les Officiers de Police Judiciaire (Sous-Commissaires de Police) pour lui permettre de renforcer les effectifs de la Police Territoriale et parer à toute éventualité.

C O P I E S

MM. KIMAN et BOUALLEGUE



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

copy

Coquilhatville, le 28 juin 1962

A : Monsieur KHIARY, Chef des Opérations Civiles

De : Monsieur HARROUCH Hassin, Expert Police

Objet : Rapport d'activité.

J'ai l'honneur de vous rendre compte, qu'aussitôt arrivé à Coquilhatville le 17 juin 1962, Monsieur KAHALE Chef de Mission O.N.U.C. m'avait présenté au 1er Bourgmestre de la ville et au Ministre de l'Intérieur de la Province de l'Equateur.

Une séance de travail a été ensuite tenue avec l'inspecteur de Police Provincial et le Commissaire Chef sur le but de ma mission. Ils ont été très satisfaits que je m'occupe de la formation de 48 élèves-policiers et de 19 Officiers de Police Judiciaire à compétence restreinte actuellement à l'Ecole de Police sans professeur.

Quelques jours après, je leur ai soumis un programme de travail qui a été accepté par Monsieur le Ministre de l'Intérieur de la Province.

Depuis, je consacre tout mon temps à la formation de ces élèves-policiers répartis dans 2 Classes; dans chacune d'elles il y a 24 agents et dans une classe unique les 19 Officiers de Police Judiciaire.

Je leur enseigne: le Droit Pénal et la Procédure, la Rédaction des Rapports et procès-verbaux, le Rôle de la Police et les Devoirs des Policiers, les Méthodes de Technique et d'Enquête Policière, l'Organisation des Tribunaux Répressifs et l'Etablissement des Croquis et des Plans pour Crimes et Accidents.

.../...



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

- 2 -

Souvent je vais au Commissariat Central et là, je leur donne des conseils pour le Classement d'archives et l'établissement de fichiers judiciaires.

Comme je n'ai pu obtenir de moyen de locomotion, je suis obligé de me déplacer à pieds et cela m'empêche de faire des tournées d'inspection dans les Postes de Police de la ville et des environs.

Depuis mon arrivée, les tournées de sécurité ont été renforcées et les vols ont diminués malgré de nombreux chômeurs à la suite de plusieurs licenciements.

Faute de Crédits, la Police Territoriale de l'Equateur manque de voitures et même de bicyclettes pour les tournées de sécurité et les déplacements rapides en cas d'urgence. De plus, les élèves-policiers et même les O.P.J. mal payés n'ont pas les moyens de se payer ni cahier ni outils nécessaires pour leur instruction.

Je propose que l'O.N.U.C. fournisse à l'Ecole de Police de Coquilhatville un certain nombre d'ouvrages, des cahiers et des outils (compas, règles plates, équerres, crayons et gommes) pour une formation accélérée des Policiers Congolais pleins de bonne volonté mais disposant de peu de moyens qui leur sont de première nécessité.

Je vous signale par ailleurs que les responsables sportifs (Ministère, Commissariat à la Jeunesse et aux Sports et certains dirigeants de sociétés) m'ont demandé mon concours et je leur ai préparé et remis des modèles d'organisation et des statuts concernant les Associations et Fédérations ainsi que les techniques d'entraînements et de préparation sportive.